Commission scolaire
des Patriotes

Service du secrétariat général
et des communications

REVUE DE PRESSE

DU 30 MAI AU 5 JUIN 2020

Sport-études au Québec : attentes et inquiétudes

Joueurs de hockey
PHOTO : NATHALIE LUSSIER

Diane Sauvé
Publié le 28 mai 2020

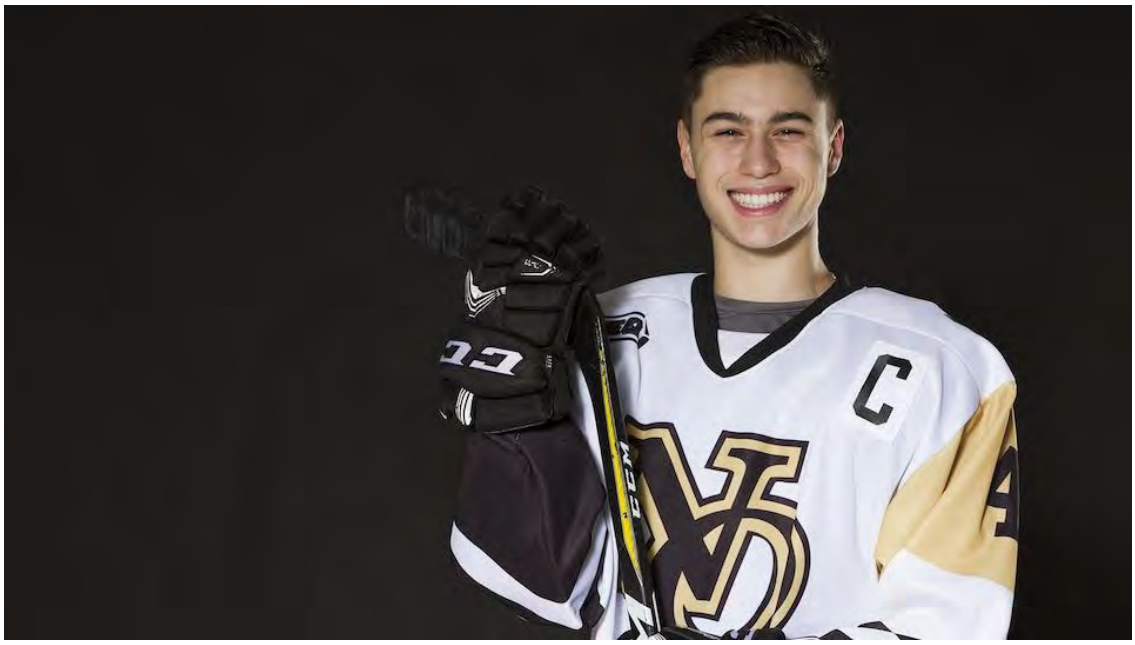
La LNH a beau avoir annoncé son plan de relance, elle ne sait toujours pas si elle pourra le mettre en branle. Imaginez alors les 600 programmes sport-études des écoles secondaires du Québec. On nage encore dans le brouillard.

Le cabinet du ministère de l'Éducation nous le confirme ainsi : Il est actuellement prématuré de statuer si les programmes sport-études pourront être offerts.
Non seulement ces programmes sont tributaires du déconfinement de leur sport et de leur fédération sportive, mais aussi de la disponibilité des plateaux et, surtout, de la nature de la rentrée scolaire en septembre prochain.

On a beaucoup d'incertitude, beaucoup de questionnement. Beaucoup de gens sont inquiets, y compris nous, lance Benoît Rajotte, le responsable du programme hockey à l'école secondaire De Mortagne, à Boucherville. Un établissement avec l'une des plus grosses offres sport-études au Québec.

C'est la semaine prochaine que Hockey Québec déposera son plan de relance auprès du ministère de l'Éducation. Mais pour les jeunes athlètes, les rendez-vous manqués s'accumulent.

C'est le cas de Nathan Baril, 15 ans, meilleur marqueur bantam AAA dans la Ligue d'excellence au Québec. Le joueur du programme De Mortagne a non seulement raté les championnats provinciaux (la Coupe Dodge), mais il espérait aussi être sélectionné au camp d'évaluation U-16 et se retrouver au sein d'une équipe midget AAA. Bref, de belles occasions et de la visibilité qu'il n'aura pas.



Nathan Baril
PHOTO : NATHALIE LUSSIER

Si le moral tient bon et qu'il s'entraîne à l'occasion avec son célèbre père, l'humoriste Jean-François Baril, la motivation en prend parfois un coup.

Maintenant après plus de deux mois à s'entraîner chaque jour, ça devient un peu plus dur de se motiver. On s'entraîne pour le match de "on sait pas quand". Ma crainte, c'est que tous les efforts que j'ai mis soient gâchés par cette crise, puis que je ne puisse pas atteindre mes objectifs à cause de ça, explique Nathan.
Assez pour que l'adolescent considère maintenant d'autres options : aller jouer ailleurs. Il a reçu des offres de l'Ontario et des États-Unis.

Je vais aller jouer à la première place qui ouvre. Peu importe, c'est où, je vais essayer d'y aller. Le plan idéal, ça reste la décision que j'avais prise avant le confinement, c'est-à-dire de rester dans la structure, d'aller jouer pour les Gaulois. J'ai (maintenant) des opportunités de partir du Québec. Si certains de ces endroits-là repartent avant le Québec, ça se peut que je me dirige vers là-bas.
Nathan Baril

Entraîneur cherche emploi

Pascal Jobin est entraîneur et mandataire du programme sport-études de basketball, aussi à l'école De Mortagne. Le basket étant un sport intérieur, il sait que son déconfinement pourrait tarder.

On est comme des spectateurs qui attendent d'avoir les permissions. Pour l'instant, il n'y a absolument rien.

L'équipe de basket du sports-études à l'école De Mortagne
PHOTO : ÉCOLE SECONDAIRE DE MORTAGNE

Pascal Jobin aimerait bien pouvoir tenir des entraînements à l'extérieur en groupes restreints pour permettre aux jeunes de développer leurs habiletés individuelles. Parce que, dit-il, les jeunes s'entraînent déjà.

Ça se fait. C'est déjà commencé. Pourquoi ne pas le contrôler? Pourquoi ne pas avoir un entraîneur qui peut au moins faire une petite supervision, s'assurer que tout soit bien fait.
Pascal Jobin vit à 100 % du basketball. En plus du programme sport-études, il est entraîneur-chef au Cégep Édouard-Montpetit, en plus d'avoir son camp d'été. Bref, il n'a aucun revenu depuis mars. Il a dû entamer des démarches pour trouver un autre emploi.

Mon C. V. se promène. Je l'ai changé à saveur plus professionnelle que basketball. J'ai dit à mon partenaire d'affaires : "Il faut que je me trouve une job." Je ne sais pas ce qui se passe en septembre.
Pascal Jobin, entraîneur de basketball à l'école De Mortagne

Entraîneurs jusqu'au bout

Justement, le statut des entraîneurs inquiète les responsables des programmes sport-études puisque, pour la plupart, ils ont été mis à pied. Seront-ils capables de les retenir si les décisions tardent? Plusieurs se tourneront peut-être vers d'autres avenues.

Michaël Bélanger, responsable du programme de baseball à l'école secondaire De Mortagne, sait que ses entraîneurs, officiellement sans emploi, gardent contact avec les jeunes. Et ce ne sont pas les seuls à le faire.

Le baseball pourrait bientôt faire partie des sports déconfinés et M. Bélanger veut sauter sur l'occasion pour offrir aux jeunes de son programme des camps d'été. La réponse des parents a été favorable à 95 %, dit-il.

Les jeunes ont véritablement besoin du contact un à un avec leurs entraîneurs.

Ce que je trouve le plus plate là-dedans, c'est quand on est chez nous. On a beau s'entraîner, des fois, on pourrait avoir des points à travailler davantage, note Hugo Ménard, 15 ans. On est laissé à nous-mêmes. Nos entraîneurs sont quand même vraiment trippants. Ils sont *cool* avec nous.

Guillaume Bussières et Hugo Ménard du programme sports-études de l'école De Mortagne
PHOTO : LOUIS-PHILIPPE GODIN (LP PHOTOGRAPHIE)

Son coéquipier Guillaume Bussières sait bien qu'il ne peut pas se développer autant que d'habitude sans le personnel et tout l'équipement voulu. Il sait aussi tout ce qu'il lui a passé sous le nez depuis le début de la crise.

Cette année, ç'aurait été une de mes plus belles années de baseball. J'avais les Jeux du Québec. J'avais une chance aux Championnats canadiens à la fin de l'année. Tout ça a été annulé. Il y a aussi la Classique Claude-Raymond au milieu de la saison. Puis, ç'aurait été ma première année au niveau midget AAA.
Mais pas question pour lui d'arrêter de travailler. Pas question que quelqu'un d'autre prenne sa place.

Programmes plus vulnérables?

Il reste que ces sports risquent d'être relancés avec de gros ajustements et même sans pouvoir disputer des matchs. Et cela risque de rendre les différents programmes sport-études moins attrayants.

Est-ce que maintenant les athlètes d'élite vont vouloir encore payer un montant X pour avoir un sport qui va être dénaturé entre guillemets, lance Michaël Bélanger. Puis, il y a une réalité qui risque encore de faire plus mal, celle des parents qui ont perdu leur emploi et qui ne pourront pas offrir du sport-études à leur enfant.

Un sujet tabou entre jeunes, avoue Hugo Ménard, mais un sujet bien réel.

Le programme sport-études de courte piste à l'école De Mortagne
PHOTO : ÉCOLE SECONDAIRE DE MORTAGNE

Kathleen Roy, responsable du programme de patinage de vitesse sur courte piste à l'école De Mortagne, ne compte que 10 athlètes. Elle n'a pas eu vent de désistement des parents de ses patineurs, en partie, dit-elle, parce que ses frais ne sont pas trop élevés.

Je sais que cette question va se poser dans plusieurs foyers où le sport-études est beaucoup plus dispendieux. On met les priorités. On mange avant d'envoyer son enfant faire une activité sportive de 25-30 heures par semaine. C'est sûr que, dans certains foyers, c'est cette question va se poser.

Kathleen Roy, responsable du programme de patinage de vitesse sur courte piste à l'école De Mortagne

Les désistements pourraient amener les responsables de programmes à augmenter leurs frais, sans compter les chèques qu'ils ont dû rembourser ce printemps pour service non rendu.

Tout cela peut fragiliser de petits programmes comme celui de Kathleen Roy. Mais elle voit les deux côtés de la médaille.

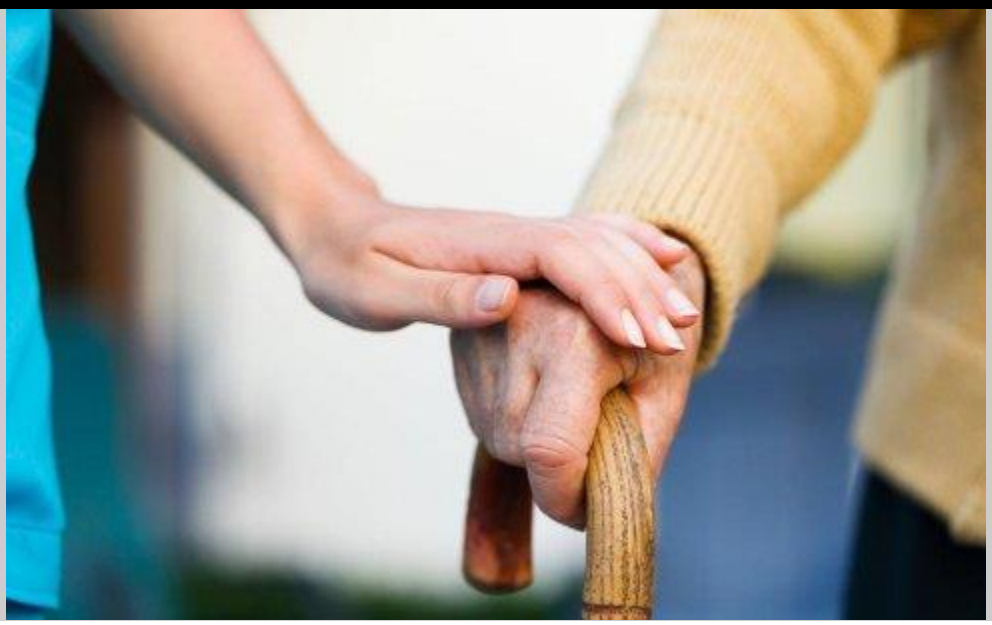
On est plus vulnérable au niveau de l'existence financière. D'avoir une augmentation du coût des glaces, d'avoir peu d'athlètes, ça nous met plus vulnérable à ce niveau-là. Si on n'a pas d'athlètes qui s'inscrivent et qu'on a beaucoup de finissants, c'est sûr que les coûts ne sont plus les mêmes. Mais est-ce que ça va être plus facile à gérer au niveau de la distance physique, des mesures sanitaires? Je pense que oui.

En fait, ce qui inquiète surtout les athlètes et les entraîneurs de Kathleen Roy, c'est le fossé qui pourrait se creuser entre ce qui se passerait ici et ailleurs sur les glaces de patinage de vitesse sur courte piste. Ils craignent de prendre du retard par rapport aux autres.

Diane Sauvé

ACTUALITÉS

SAINT-AMABLE ACCUEILLERA PROCHAINEMENT SA PREMIÈRE MAISON DES AÎNÉS



Juliette Poireau

le 28 mai à 15:00

Le ministère responsable des Aînés et des Proches aidants a choisi un terrain de la Ville de Saint-Amable pour y construire une nouvelle maison pour aînés en perte d'autonomie. Il s'agit du premier établissement pour personnes âgées dans ce secteur.

La maison accueillera des résidents qui ont besoin de soins de longue durée.

Au total, 72 places seront à la disposition des aînés de Saint-Amable et des alentours pour répondre aux besoins de la population du territoire desservie par le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est (CISSSME).

« Ce nouveau type d'habitation rappellera davantage un domicile et favorisera les contacts humains ainsi qu'un mode de vie plus actif, entre autres grâce à un accès à des espaces extérieurs aménagés et à des installations intérieures mieux adaptées aux besoins des résidents et de leurs proches », a détaillé la conseillère municipale et responsable des aînés, France Gosselin.

La maison sera située sur la rue du Parchemin, en face de l'école Le Rocher et à proximité du centre-ville. C'est en fait une partie du terrain de l'école de la Commission scolaire des Patriotes qui permet la réalisation de ce nouvel édifice.

« C'est avec une grande fierté que nous avons accueilli cette annonce du Gouvernement du Québec. Le terrain où sera construite cette maison des aînés a été soumis par la Ville de Saint-Amable l'été dernier au ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre de son appel de proposition auprès des villes et municipalités de la région pour l'acquisition d'un terrain destiné à ce projet », a mentionné M. Stéphane Williams, le maire de Saint-Amable, par voie de communiqué.

La Ville de Saint-Amable rassure néanmoins que le projet de construction de la maison pour aînés en face de l'hôtel de ville, sur la rue Coursol, est toujours en cours. Celle-ci sera destinée à des personnes âgées autonomes et semi-autonomes, tandis que la nouvelle est réservée à des aînés pour des soins de longue durée. Ce projet est réalisé par l'organisme Maison des aînés de Saint-Amable en partenariat avec la Ville elle-même.

Les deux projets sont totalement distincts.

www.stdenissurrichelieu.com

Le Dionysien

Membre de : Association des plus beaux villages du Québec

129 avenue Yamaska, Saint-Denis-sur-Richelieu (Québec) J0H 1K0 • (450) 787-2244

BULLETIN D'INFORMATION MUNICIPALE VOL. 24, N° 06 • JUIN 2020

MATERNELLE 4 ANS À TEMPS PLEIN

À compter de l'année scolaire 2020-2021, la Commission scolaire des Patriotes mettra en place 12 classes de maternelle 4 ans à temps plein, dont une à Saint-Charles-sur-Richelieu

POURQUOI LA MATERNELLE 4 ANS?

- POUR FAVORISER UNE ENTRÉE HARMONIEUSE À LA MATERNELLE 5 ANS;
- POUR DÉVELOPPER LE SENTIMENT DE COMPÉTENCE DE L'ENFANT;
- POUR LUI TRANSMETTRE LE PLAISIR D'APPRENDRE;
- POUR COMBATTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE.

Critères d'admissibilité : avoir 4 ans avant le 1er octobre 2020 et résider sur le territoire de la Commission scolaire des Patriotes

Les parents intéressés à inscrire leur enfant dans une classe de maternelle 4 ans sont invités à communiquer le plus rapidement possible avec le secrétariat de l'école St-Denis à : stdenis@csp.qc.ca ou au 450-645-2360

Le programme de la maternelle 4 ans vise à développer les habiletés motrices, affectives, sociales, langagières et cognitives de l'enfant.

Camps pédagogiques: le ministre Roberge s’en remet aux commissions scolaires

PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Jean-FranÇois Roberge

Le ministre de l’Éducation laissera les commissions scolaires décider s’il y a lieu ou pas d’organiser des « camps pédagogiques » pour les élèves en difficulté d’ici la fin de l’année scolaire. « Je ne peux pas imposer ça », dit Jean-François Roberge.

Publié le 3 juin 2020 à 19h03

MARIE-EVE MORASSE
LA PRESSE

En début de semaine, Québec a annoncé que les élèves en difficulté seraient invités à retourner en classe pour au moins trois semaines d'ici la fin de l'année scolaire. La nouvelle a été accueillie froidement par les directions d'écoles et des syndicats enseignants, qui ont jugé que les délais d'organisation étaient trop courts. Ces camps doivent commencer lundi.

Le ministre a précisé ses intentions à *La Presse* mercredi. Il estime que chaque commission scolaire doit maintenant décider s'il est faisable d'organiser de tels camps.

« Ce sont elles qui gèrent leur personnel et les locaux. On me dit qu'il y a des endroits où ça pourrait être possible. Mais il y a d'autres endroits, surtout en zone froide, où il y a 60 % des élèves qui sont retournés en classe. On a mobilisé tous les profs du primaire et une bonne partie des profs du secondaire », illustre le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur en entrevue téléphonique.

Certaines commissions scolaires, dit Jean-François Roberge, n'ont « plus de marge de manœuvre » pour offrir ces camps pédagogiques.

« De forcer ça, ça voudrait dire qu'on laisse tomber les élèves qui ont un suivi de qualité à distance pour faire les camps pédagogiques. Je ne veux pas imposer ça », dit le ministre.

Mercredi, des commissions scolaires ont dit attendre les directives du ministre avant de planifier l'organisation de ces camps. Certaines ont déjà décidé qu'elles n'en feraient pas. D'autres, comme la Commission scolaire des Patriotes, avaient déjà commencé à inviter des élèves « plus vulnérables pour qui l'accompagnement à distance fonctionne moins bien ».

À la Commission scolaire de Montréal, on juge que ces camps « s'adressent principalement aux élèves des classes spéciales et de cheminement particulier de formation ». « Ce sont les directions qui vont déterminer quels élèves seront invités à se présenter à l'école », a indiqué le porte-parole de la CSDM, Alain Perron.

Qui sont les « élèves vulnérables », a-t-on demandé au ministre de l'Éducation. « Je laisse les écoles, les directions d'écoles choisir. C'est des élèves qui du point de vue des enseignants, du point de vue des professionnels, sont considérés comme à risque ou qui ont des besoins particuliers pédagogiques », dit Jean-François Roberge.

Il estime que laisser le choix aux commissions scolaires ne créera pas une iniquité entre les élèves de différentes régions, voire même de différentes villes.

« L'équité, c'est de donner 100 % de ce qu'on peut dans les circonstances. Si toutes nos écoles étaient ouvertes, ce serait mieux pour tout le monde. On va faire tout ce qu'on peut avec les cours d'été, les camps pédagogiques et on va faire un grand blitz de rattrapage en septembre », dit le ministre Jean-François Roberge.

Les cours d'été pourront avoir lieu

Le ministre de l'Éducation a en outre confirmé mercredi que les cours de rattrapage qui ont traditionnellement lieu dans les écoles secondaires l'été pourront être donnés, même dans les zones chaudes.

« Plusieurs personnes étaient découragées parce qu'elles pensaient qu'on ne pourrait pas faire ces cours d'été là, parce qu'ils sont en zone chaude et leur école secondaire n'avait pas rouvert. Le jeune qui avait échoué sa première et sa deuxième étape, et qui pensait qu'il n'aurait pas d'occasion de se reprendre à la troisième… je suis drôlement content d'arriver avec les cours d'été », dit Jean-François Roberge.

Les consignes habituelles de distanciation physique s'appliqueront.

© La Presse (2018) Inc. Tous droits réservés.

L'école à la maison, un vrai casse-tête pour les parents

Sarah-Eve Charland | L'Oeil Régional

Réunion en visioconférence, classe de groupe pour le plus jeune, courir récupérer les effets scolaires pour revenir pour la classe du plus vieux et tenter de travailler un tant soit peu entre-temps : jumeler télétravail et école à la maison est loin d'être de tout repos. Pour les parents d'élèves qui doivent attendre la rentrée des classes à l'automne, la charge de travail est énorme.

« J'étais déjà habituée à faire du télétravail une journée ou deux par semaine, mais sans les enfants. Ce n'est pas facile. On n'est pas des orthopédagogues ou des professeurs. On est des parents qui essaient de faire leur grand possible avec des enfants qui ne sont pas tout le temps motivés », affirme Sophie Boily.

Cette dernière travaille pour le gouvernement fédéral en télétravail. Son conjoint combine des journées en télétravail et d'autres sur la route en travaillant comme représentant d'une entreprise de pierres dans le domaine de la construction. Elle se considère parmi les privilégiés qui ont pu compter sur des conditions de travail lui permettant de conjuguer la nouvelle réalité. Malgré tout, elle peinait, au moment de l'entrevue, à comprendre comment elle allait pouvoir accomplir tout ce qu'elle avait à accomplir le lendemain.

« En plus, mes enfants ne sont pas en situation d'échec. Mon stress, c'est que je ne voulais pas qu'ils perdent leurs acquis, leurs habitudes. Si mes enfants s'étaient retrouvés en situation potentielle d'échec, j'aurais trouvé ça stressant en tabarouette », s'exprime-t-elle.

Les enseignants fournissent un plan de travail aux parents et aux élèves. Même si l'école demeure facultative, les parents ressentent la volonté du gouvernement à ce que les études soient maintenues.

Le 14 mai, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a annoncé que les établissements scolaires de la Communauté métropolitaine de Montréal resteraient fermés jusqu'en septembre. Dans l'infolettre envoyée aux parents d'élèves de la Commission scolaire des Patriotes (CSP), on pouvait lire : « Malgré cette annonce, l'année scolaire se poursuit jusqu'au 23 juin pour tous. Les élèves ont donc quatre semaines devant eux pour boucler la boucle de leur année scolaire et se préparer pour la prochaine. Avec tous les efforts déployés depuis septembre, ce n'est pas le moment de baisser les bras. La ligne d'arrivée est tout près! »

La principale préoccupation de Mme Boily est que le plan de travail et la trousse pédagogique ne sont pas adaptés pour des parents qui doivent travailler. « La trousse est faite pour de vrais professeurs. Mettre un céleri dans un verre d'eau avec du colorant pour montrer que les plantes boivent, je n'ai pas le temps! Enseigner, ce n'est pas mon métier. Il y a une différence entre éduquer et enseigner. Mes enfants avaient envie de retourner à l'école, ce n'est pas pour rien. Je ne suis pas une bonne prof », poursuit la mère de Saint-Basile-le-Grand.

Les élèves de la région retourneront à l'école seulement en septembre.
Photo Vincent Guilbault | L'Œil Régional ©

Communiquer avec son enseignant

La CSP reconnaît que la poursuite des apprentissages peut demander un certain accompagnement des parents auprès des élèves de niveau primaire, notamment pour l'utilisation des technologies. Selon le directeur général de la CSP, Luc Lapointe, les enseignants doivent s'adapter aux élèves et à leur horaire. Les communications individuelles doivent être utilisées plus fréquemment que les présentations en groupe par des plateformes web.

« Les enseignants sont assurément les personnes les mieux placées pour adapter le contenu du plan de travail aux élèves en fonction de leur capacité. Ce n'est pas conçu nécessairement pour impliquer à temps plein le parent. [...] Je suis convaincu que chacune des équipes-écoles et des directions est consciente du contexte dans lequel on se trouve. Un parent qui se trouve dans une situation où il a moins la capacité d'accompagner son jeune parce qu'il est en télétravail ou qui n'est pas présent le jour, il peut communiquer avec l'enseignant ou avec la direction d'école pour voir quels sont les éléments sur lesquels se concentrer », souligne M. Lapointe.

Des élèves du secondaire au rendez-vous

L'enseignant en mathématiques à l'école secondaire Polybel Érik Chevalier explique que les enseignants se sont penchés en équipe afin d'établir les priorités à inclure dans les plans de travail des dernières semaines. Même si les élèves ont le choix de poursuivre ou non, les taux de participation sont encourageants.

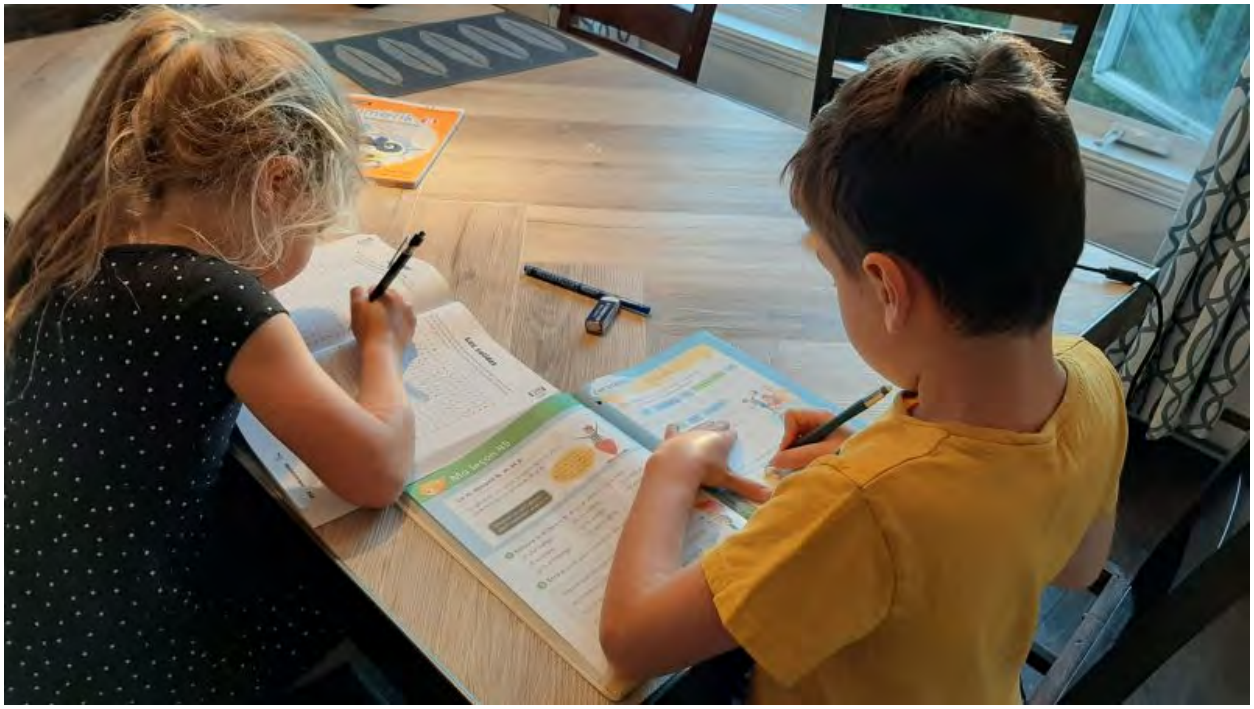
« Juste avec la nouveauté de ce qu'on fait présentement, on réussit déjà à en rejoindre quelques-uns de plus. C'est tout nouveau pour eux. Ça les a accrochés. Le côté électronique vient les chercher. [...] Par exemple, vendredi [22 mai], sur 86 élèves, j'avais 77 élèves présents à mon cours. C'est très impressionnant. Trois de mes collègues, du même niveau, se sont mis ensemble pour faire une classe en ligne. Ils étaient plus de 200 élèves à se connecter pour suivre la formation de leurs professeurs. C'est impressionnant de voir des jeunes qui veulent apprendre et qui posent des questions comme s'ils étaient en classe », mentionne M. Chevalier. ■

LE JOURNAL DE LA VALLÉE DU RICHELIEU
Beloeil 5 juin 2020 | 24°c

3 JUIN 2020

L'école à la maison, un vrai casse-tête pour les parents

Par: Sarah-Eve Charland



Réunion en visioconférence, classe de groupe pour le plus jeune, courir récupérer les effets scolaires pour revenir pour la classe du plus vieux et tenter de travailler un tant soit peu entre-temps : jumeler télétravail et école à la maison est loin d'être de tout repos. Pour les parents d'élèves qui doivent attendre la rentrée des classes à l'automne, la charge de travail est énorme.

« J'étais déjà habituée à faire du télétravail une journée ou deux par semaine, mais sans les enfants. Ce n'est pas facile. On n'est pas des orthopédagogues ou des professeurs. On est des parents qui essaient de faire leur grand possible avec des enfants qui ne sont pas tout le temps motivés », affirme Sophie Boily.

Cette dernière travaille pour le gouvernement fédéral en télétravail. Son conjoint combine des journées en télétravail et d'autres sur la route en travaillant comme représentant d'une entreprise de pierres dans le domaine de la construction. Elle se considère parmi les privilégiés qui ont pu compter sur des conditions de travail lui permettant de conjuguer la nouvelle réalité. Malgré tout, elle peinait, au moment de l'entrevue, à comprendre comment elle allait pouvoir accomplir tout ce qu'elle avait à accomplir le lendemain.

« En plus, mes enfants ne sont pas en situation d'échec. Mon stress, c'est que je ne voulais pas qu'ils perdent leurs acquis, leurs habitudes. Si mes enfants s'étaient retrouvés en situation potentielle d'échec, j'aurais trouvé ça stressant en tabarouette », s'exprime-t-elle.

Les enseignants fournissent un plan de travail aux parents et aux élèves. Même si l'école demeure facultative, les parents ressentent la volonté du gouvernement à ce que les études soient maintenues.

Le 14 mai, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a annoncé que les établissements scolaires de la Communauté métropolitaine de Montréal resteraient fermés jusqu'en septembre. Dans l'infolettre envoyée aux parents d'élèves de la Commission scolaire des Patriotes (CSP), on pouvait lire : « Malgré cette annonce, l'année scolaire se poursuit jusqu'au 23 juin pour tous. Les élèves ont donc quatre semaines devant eux pour boucler la boucle de leur année scolaire et se préparer pour la prochaine. Avec tous les efforts déployés depuis septembre, ce n'est pas le moment de baisser les bras. La ligne d'arrivée est tout près! »

La principale préoccupation de Mme Boily est que le plan de travail et la trousse pédagogique ne sont pas adaptés pour des parents qui doivent travailler. « La trousse est faite pour de vrais professeurs. Mettre un céleri dans un verre d'eau avec du colorant pour montrer que les plantes boivent, je n'ai pas le temps! Enseigner, ce n'est pas mon métier. Il y a une différence entre éduquer et enseigner. Mes enfants avaient envie de retourner à l'école, ce n'est pas pour rien. Je ne suis pas une bonne prof », poursuit la mère de Saint-Basile-le-Grand.

Communiquer avec son enseignant

La CSP reconnaît que la poursuite des apprentissages peut demander un certain accompagnement des parents auprès des élèves de niveau primaire, notamment pour l'utilisation des technologies. Selon le directeur général de la CSP, Luc Lapointe, les enseignants doivent s'adapter aux élèves et à leur horaire. Les communications individuelles doivent être utilisées plus fréquemment que les présentations en groupe par des plateformes web.

« Les enseignants sont assurément les personnes les mieux placées pour adapter le contenu du plan de travail aux élèves en fonction de leur capacité. Ce n'est pas conçu nécessairement pour impliquer à temps plein le parent. [...] Je suis convaincu que chacune des équipes-écoles et des directions est consciente du contexte dans lequel on se trouve. Un parent qui se trouve dans une situation où il a moins la capacité d'accompagner son jeune parce qu'il est en télétravail ou qui n'est pas présent le jour, il peut communiquer avec l'enseignant ou avec la direction d'école pour voir quels sont les éléments sur lesquels se concentrer », souligne M. Lapointe.

Des élèves du secondaire au rendez-vous

L'enseignant en mathématiques à l'école secondaire Polybel Érik Chevalier explique que les enseignants se sont penchés en équipe afin d'établir les priorités à inclure dans les plans de travail des dernières semaines. Même si les élèves ont le choix de poursuivre ou non, les taux de participation sont encourageants.

« Juste avec la nouveauté de ce qu'on fait présentement, on réussit déjà à en rejoindre quelques-uns de plus. C'est tout nouveau pour eux. Ça les a accrochés. Le côté électronique vient les chercher. [...] Par exemple, vendredi [22 mai], sur 86 élèves, j'avais 77 élèves présents à mon cours. C'est très impressionnant. Trois de mes collègues, du même niveau, se sont mis ensemble pour faire une classe en ligne. Ils étaient plus de 200 élèves à se connecter pour suivre la formation de leurs professeurs. C'est impressionnant de voir des jeunes qui veulent apprendre et qui posent des questions comme s'ils étaient en classe », mentionne M. Chevalier.

Sarah-Eve Charland
secharland@oeilregional.com

Consulter tous les articles de Sarah-Eve Charland

Infrastructures: le gouvernement veut accélérer les processus pour 200 projets

Le 4 juin 2020 — *Modifié à 21 h 35 min le 4 juin 2020*

Stéphane Lévesque

L'école secondaire Pierre-Bédard, à Saint-Rémi. *(Photo : Coup d'oeil - Archives)*

COVID-19 – Dans l'objectif de faciliter une relance rapide de l'économie, notamment par des mesures d'accélération pour les projets d'infrastructure, le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor, Christian Dubé, en compagnie du ministre des Finances, Eric Girard, a procédé le 3 juin au dépôt d'un projet de loi visant 200 projets de ce type.

«Grâce aux efforts de la population québécoise, nous pouvons orchestrer, sans plus tarder, la relance de l'économie du Québec et atténuer les conséquences découlant de l'état d'urgence sanitaire déclarée en raison de la pandémie de la COVID-19. Notre projet de loi est bon pour le Québec. Quand l'activité économique est bonne, ça crée de la richesse et ça permet de soutenir les programmes sociaux et d'épauler les personnes ainsi que les entreprises. En plus de relancer l'économie, ces mesures permettront à la population de bénéficier d'infrastructures modernes et sécuritaires, sans compromis sur la qualité, et ce, plus rapidement», déclare Christian Dubé, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor.

Ce sont quelque 200 projets d'infrastructure qui feront l'objet de mesures d'accélération et qui sont désignés pour leur potentiel à contribuer à la relance de l'économie, dans toutes les régions du Québec. À titre d'exemple, la construction de Maisons des aînés et de nouvelles écoles, la modernisation d'établissements de santé et les initiatives en transport collectif figurent parmi les projets désignés qui bénéficieraient de ces mesures si le projet de loi est adopté par l'Assemblée nationale.

Aussi, tout projet privé qui contribuerait à la relance de l'économie québécoise ou qui viserait à accroître l'autosuffisance médicale ou l'autonomie alimentaire du Québec pourrait également bénéficier de mesures d'accélération.

Par ailleurs, le ministre des Finances, Eric Girard, a indiqué qu'il présentera, le 19 juin, un énoncé complémentaire sur l'état des finances publiques.

Notons que les 202 projets qui ont été identifiés concernent :

- En éducation, 39 projets de rénovation d'écoles primaires et secondaires seront accélérés et de nouvelles écoles seront construites.
- En santé, il y aura un total de 90 projets. 42 différents projets consistent en la rénovation des CHSLD et en l'agrandissement de certains hôpitaux. Le gouvernement amorcera les travaux de construction de 48 Maisons des aînés, partout au Québec.
- Le projet de loi permettra d'amorcer plus rapidement 34 projets routiers alors que 16 projets de transport collectif sont concernés par les nouvelles mesures. Le projet du prolongement du REM en fait partie et le prolongement de certaines lignes de métro fera l'objet d'une analyse attentive.
- Un total de 23 autres projets favorisant la relance économique sont désignés, tels que le réseau ferroviaire de la Gaspésie et la ligne Appalaches-Maine d'Hydro-Québec.

La liste des projet qui seront exécutés par région

Centre-du-Québec

Construction – Maison des aînés – Drummondville

Autoroute 55 entre Bécancour et Sainte-Eulalie – Bonification

Remplacement de la structure (P-04173) enjambant la rivière Boisclair sur la route 132 à Saint-Pierre-les-Becquets

Construction d'une école secondaire à Drummondville

Mauricie

Construction – Maison des aînés – Trois-Rivières

Reconstruction du pont (P-01559) enjambant la rivière Batiscan sur la route 138 à Batiscan

Amélioration de la sécurité et stabilisation de la route 361entre l'autoroute 40 et la municipalité de Sainte- Geneviève-de-Batiscan (réfection de la route)

Chaudières-Appalaches

Hôpital de Thetford Mines – Modernisation de l'urgence

Prolongement de l'autoroute 73

Mesures prioritaires pour le transport collectif sur le boulevard Guillaume-Couture à Lévis – Aménagement

Réhabilitation et maintien d'actifs du chemin de fer Québec Central du réseau exploité entre Charny et Vallée-Jonction

Réhabilitation et maintien d'actifs du chemin de fer Québec Central, prolongement du réseau exploité à l'ouest de Vallée-Jonction

Construction – Maison des aînés – Lévis ouest

Construction – Maison des aînés – Black Lake

Construction – Maison des aînés – Saint-Martin-de- Beauce

Construction d'une école primaire 3-18-1 à Scott

Ligne Appalaches-Maine – Hydro-Québec

Estrie

Centre mère-enfant et urgence de Fleurimont du CHU de Sherbrooke

Construction – Maison des aînés – Magog

Construction – Maison des aînés – Sherbrooke

Nouveau centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) à Lac-Mégantic

Nouvelle construction – Sûreté du Québec à Dunham

Nouvelle construction – Sûreté du Québec à Waterloo

Construction – Maison des aînés – Granby

Construction – Maison des aînés – Coaticook

Estrie et Montérégie

Construction de l'autoroute 35 entre Saint-Armand et la frontière américaine (phase IV)

Montérégie

Construction – Maison des aînés – Chambly/Carignan/Saint-Hubert

Construction d'un hôpital à Vaudreuil-Soulanges

Construction d'une école secondaire à Chambly

Agrandissement et réaménagement de l'école secondaire Jacques-Leber de Saint-Constant

Agrandissement et réaménagement de l'école secondaire Pierre-Bédard de Saint-Rémi

Ajout d'espace au secondaire général et en formation professionnelle au complexe Louis-Philippe-Paré

Construction d'une école secondaire à Vaudreuil-Dorion

Construction d'une école secondaire à Saint-Zotique

Construction de l'Optilab pour le CISSS de la Montérégie-Centre

Centre mère-enfant et laboratoire à l'Hôpital du Haut-Richelieu à Saint-Jean- sur-Richelieu

Agrandissement de l'école secondaire de la Magdeleine à La Prairie

Réaménagement du palais de justice de Saint-Hyacinthe

Amélioration de l'autoroute 30 entre Brossard et Boucherville

Aménagement d'une voie réservée pour autobus et covoiturage sur l'autoroute 20
entre la rue principale et la limite de Beloeil

Aménagement d'une voie MTQ réservée sur l'autoroute 10 est entre les autoroutes 35 et 30 et réaménagement de bretelles sur les autoroutes 10 et 35

Aménagement d'une voie MTQ réservée à gauche dans la bretelle de l'autoroute 30 ouest vers l'autoroute 40 est

Construction de l'échangeur MTQ Saint-Alexandre, autoroute 35 à Saint-Jean-sur-Richelieu

Structure 7331 sur la route 104 MTQ direction ouest au-dessus de la rivière L'Acadie à Saint-Jean- sur-Richelieu

Projet structurant de transport collectif électrique pour relier le Réseau express métropolitain sur la Rive-Sud pour desservir le secteur de Chambly/Saint-Jean-sur- Richelieu

Projets structurants de transport collectif électrique dans les axes du boulevard Taschereau et du prolongement de la ligne jaune du réseau de métro

Construction – Maison des aînés – Saint-Jean-sur- Richelieu

Construction – Maison des aînés – Châteauguay

Construction – Maison des aînés – Salaberry-de- Valleyfield

Construction – Maison des aînés – Longueuil

Construction – Maison des aînés – Saint-Amable

Construction – Maison des aînés – Beloeil

Construction d'une école primaire 6-18 sur le territoire de la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe

Construction d'une école primaire 6-18 sur le territoire de la Commission scolaire des Patriotes

Construction d'une école primaire 6-18-2 sur le territoire de la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries

Construction du centre de formation professionnelle pour l'Atelier-école Les Cèdres

Construction d'une école primaire 6-18 sur le territoire de la Commission scolaire des Chênes

Construction d'une école primaire à Brossard (secteur Rome)

Réaménagement de la route 104 à La Prairie entre l'autoroute 30 et la limite de Saint-Jean-sur-Richelieu

Hôpital du Haut-Richelieu – Modulaire 27 lits

Hôpital du Suroît – Modulaire réadaptation/administration